

RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL DU 10 JUILLET 2026

Le conseil communal a adopté la stratégie culturelle communale, approuvé le projet d'exécution du PAP « LEO » et validé plusieurs dossiers relatifs à l'aménagement du territoire, à la santé publique, à l'environnement et à la vie associative.

Informations

Le bourgmestre M. Jean Marie Jans (CSV) a rappelé qu'à l'occasion de la Pride Week, la commune, signataire de la déclaration « LGBTIQ+ Freedom Zone », hisse chaque année le drapeau arc-en-ciel devant la maison communale et à d'autres endroits. Afin de rendre cet engagement encore plus visible dans l'espace public, la commune a décidé de mettre en œuvre une action concrète, à savoir l'installation de bancs aux couleurs de l'arc-en-ciel.

La première échevine Mme Josée Lorsché (DÉI GRÉNG) a souligné l'engagement commun du conseil communal en faveur du respect et de l'inclusion. Les bancs porteront le message « Ensemble, nous sommes plus forts ». Cette initiative sera complétée par d'autres actions de sensibilisation, notamment dans le cadre de l'Orange Week contre les violences faites aux femmes, ainsi que par l'installation de « Babbelbänken », des bancs de discussion destinés à favoriser les échanges et le lien social dans l'espace public. Ces aménagements constitueront un symbole visible de l'engagement de la commune en faveur de l'égalité et du respect ainsi que du vivre-ensemble.

Stratégie culturelle

Le bourgmestre a informé le conseil communal de l'aboutissement du travail mené depuis plus d'un an pour l'élaboration d'une stratégie culturelle communale. Cette démarche a été accompagnée par Jürgen Stoldt et Associés, en collaboration avec le bureau WW+ et avec le soutien du service Communication & Culture, notamment par l'intermédiaire de M. Patrick Hurt. M. Jans a remercié l'ensemble des personnes ayant participé à cette démarche participative et contribué à son élaboration. La stratégie culturelle communale peut être consultée sur le site internet de la commune ([link](#)).

Les conseillers communaux ont unanimement salué le travail réalisé ainsi que l'approche participative adoptée.

M. Guy Frantzen (LSAP) a souligné l'importance d'avoir établi un état des lieux complet de la vie culturelle locale en associant les citoyens, les associations, les commissions et les différents

acteurs culturels. Il a toutefois soulevé la question de la mise en œuvre concrète de la stratégie, notamment en ce qui concerne la sélection et la priorisation des nombreuses actions proposées, ainsi que le suivi régulier de leur réalisation.

M. Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) a également félicité la démarche participative, qui a permis de recueillir les attentes et besoins de la population à travers différentes consultations et ateliers. Il a relevé que cette stratégie constitue une base importante pour guider le développement culturel futur de la commune, tout en rappelant l'importance de l'accessibilité, de l'inclusion et de la création de lieux favorisant les rencontres.

Mme Véronique Wildgen (CSV) a rappelé qu'une stratégie ne constitue pas une liste de projets finalisés, mais un cadre définissant une vision et des priorités. Elle a souligné l'importance de poursuivre le travail à travers des plans d'action concrets et régulièrement évalués, notamment en faveur de l'accès à la culture pour tous, du soutien aux associations et de l'implication de la jeunesse.

En réponse à la question de M. Frantzen, le bourgmestre a précisé que la stratégie constituera un cadre d'orientation permettant d'évaluer les projets futurs et de vérifier leur cohérence avec les objectifs définis. Les différentes commissions communales pourront également contribuer à cette réflexion en apportant leurs avis sur les actions proposées. En conclusion, M. Jans a souligné que la stratégie culturelle s'inscrit dans un cadre plus large, en cohérence notamment avec les différents plans et chartes communaux et nationaux liés à la culture, à l'inclusion, à l'égalité et au développement durable.

Mme Lorsché a rappelé que de nombreuses actions culturelles en direction des enfants et des jeunes existent déjà, notamment dans les écoles, à travers des lectures, rencontres avec des auteurs, visites de musées, activités musicales et d'autres projets culturels.

La stratégie culturelle communale a été adoptée à l'unanimité par le conseil communal.

Projet d'exécution du PAP « LEO »

Le bourgmestre Jean Marie Jans a rappelé que ce projet concerne le PAP « LEO », développé sur un terrain d'environ quatre hectares situé dans le prolongement de la Cité du Soleil, à proximité du parc Krakelshaff et de la zone d'activités économiques Wolser F. Il prévoit la création d'un nouveau quartier comprenant 21 maisons unifamiliales, 89 logements collectifs répartis dans quatre immeubles, six immeubles destinés à des activités de services ainsi qu'une structure d'hébergement pour personnes âgées. Le PAP ayant été approuvé par le conseil communal lors de sa séance du 11 octobre 2024, le présent point porte sur la convention d'exécution conclue avec le promoteur. Celle-ci prévoit que l'ensemble des infrastructures nécessaires au développement du quartier, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du PAP, soit intégralement financé par celui-ci. Elle fixe également les modalités de réalisation des travaux, les garanties bancaires ainsi que la participation du promoteur aux infrastructures de la zone d'activités.

M. François Picardel du service urbanisme communal a ensuite présenté les principaux éléments de la convention conclue entre la commune et le promoteur « Krakelshaff Real Estate Sàrl ». Celle-ci définit notamment la prise en charge des études techniques et paysagères, le phasage des travaux, les modalités d'aménagement des espaces publics, de l'éclairage, des plantations,



des réseaux techniques et du bassin de rétention, ainsi que les garanties financières à fournir par le promoteur. Elle prévoit également la cession de 31 % de la superficie du PAP à la commune et précise que 3 650,60 m² de surface résidentielle sont réservés aux logements abordables, soit environ 29 logements conformément à la convention (32 logements au maximum selon la partie écrite du PAP).

M. Rick Pirsch du service technique communal a ensuite présenté le projet d'exécution dans le détail. Pour une présentation complète du PAP « LEO » et de ses caractéristiques, cf. BUET n° 125 (2/2024).

M. Patrick Hutmacher (LSAP) est revenu sur la position adoptée par son parti lors du vote du PAP en 2024. Estimant que le projet aurait pu prévoir davantage de logements, en particulier abordables, en réduisant les surfaces destinées aux bureaux et à la résidence pour personnes âgées, il a demandé des précisions concernant le nombre de logements abordables, relevant une divergence entre les documents du PAP et la convention. Il a également insisté sur la nécessité de disposer de l'étude relative à l'impact des eaux pluviales sur le secteur du campus scolaire « Ëm de Bëchel », tout en saluant la qualité des aménagements prévus.

M. Jeff Gross (CSV) a, pour sa part, exprimé le plein soutien de son parti au projet, qu'il considère comme une étape importante dans la concrétisation d'un quartier mixte associant logements, services, structure d'accueil pour personnes âgées et logements abordables, le tout à proximité directe du campus scolaire. Il a souligné que la convention garantit la prise en charge des infrastructures par le promoteur, tout en assurant le transfert d'une part importante des espaces publics à la commune. Il s'est également félicité de l'attention portée aux aménagements paysagers, aux espaces verts, aux équipements publics et à la gestion durable des eaux.

M. Nicolas Hirsch a, quant à lui, confirmé le soutien de son parti au projet. Tout en regrettant l'urbanisation de cette dernière prairie, il a estimé que le futur quartier répondait à des objectifs importants en matière de mobilité douce et de développement durable. Il a salué la place accordée aux déplacements piétons et cyclistes, les mesures prévues en faveur de la végétalisation et de la gestion des eaux pluviales, ainsi que les liaisons sécurisées vers le campus scolaire par la promenade de soleil.

Le conseil communal a approuvé le projet d'exécution ainsi que la convention relatifs au PAP « LEO » avec 9 votes pour et 6 abstentions.

Résolution – Plan canicule

Le bourgmestre Jean Marie Jans a présenté un projet de résolution visant à mettre en place un plan canicule. Il a rappelé que les épisodes de fortes chaleurs deviennent de plus en plus fréquents en raison du changement climatique et qu'il est indispensable d'adapter la commune à cette nouvelle réalité, notamment pour protéger les personnes les plus vulnérables. Il a précisé que ce plan sera intégré au futur Plan local de résilience, actuellement en cours d'élaboration.

Parmi les principales mesures envisagées figurent le renforcement de la végétalisation, le développement de l'accès à l'eau potable, l'analyse des bâtiments communaux, une meilleure



coordination entre les services concernés et les partenaires de secours, ainsi que des actions d'information et de sensibilisation de la population et l'identification des personnes à risque.

M. Roby Biwer (LSAP) a salué l'initiative tout en estimant que certaines mesures auraient pu être mises en œuvre plus tôt. Il a salué l'idée de prévoir davantage de végétalisation, citant notamment les abords du KulTourhaus à Huncherange et la place près du pont Emile Hammerel à Bettembourg. Il a proposé l'installation de diffuseurs d'eau sur certains espaces publics, la mise en place de voiles d'ombrage dans les cours d'école et les aires de jeux, la plantation d'arbres offrant rapidement de l'ombre ainsi que le développement de structures photovoltaïques au-dessus des parkings. Le conseiller a annoncé son soutien à la résolution.

M. Guy Bley (CSV) a exprimé son soutien à cette résolution. Il a souligné l'importance d'agir à la fois de manière préventive et réactive et s'est félicité de l'intégration du plan canicule dans le futur Plan local de résilience, estimant qu'il s'agissait de l'approche la plus cohérente face aux différents risques auxquels les communes devront faire face.

M. Nicolas Hirsch a également soutenu la démarche, rappelant que l'adaptation au changement climatique constitue désormais une nécessité. Il a plaidé pour des solutions fondées sur la nature plutôt que sur des diffuseurs d'eaux ou d'autres solutions impliquant un impact négatif au niveau de la protection des ressources naturelles. Dans ce contexte, il se prononce pour la végétalisation des espaces publics, tout en soulignant l'importance d'intégrer systématiquement l'adaptation climatique dans les politiques communales d'aménagement, de construction et de rénovation. Il a également insisté sur la nécessité de tenir compte des îlots de chaleur présents sur le territoire communal.

En réponse aux différentes remarques, le bourgmestre a rappelé que le plan canicule constitue une démarche évolutive qui pourra être enrichie au fil du temps.

En réponse aux remarques formulées par Roby Biwer, l'échevine Josée Lorsché a remercié le conseiller pour ses propositions constructives et a souligné que certaines d'entre elles viendraient utilement alimenter le plan canicule. Concernant les aires de jeux, elle a indiqué que l'installation de voiles d'ombrage constituait une priorité et a cité l'exemple du site de la crèche inclusive Kokopelli, où une pergola a récemment été installée afin de protéger les jeunes enfants des fortes chaleurs. Elle a ensuite expliqué que le service technique communal analysait déjà les bâtiments communaux afin d'identifier les mesures les plus efficaces pour limiter les effets des fortes chaleurs. Des essais de « free cooling » ont notamment été réalisés à la Spillschoul am Park, permettant d'abaisser la température intérieure de trois à quatre degrés grâce à une ventilation nocturne. Les autres bâtiments communaux fréquentés quotidiennement feront progressivement l'objet d'adaptations adéquates, en fonction de leurs différentes configurations. Mme Lorsché a rappelé que la plantation d'arbres restait la solution la plus efficace pour lutter contre les îlots de chaleur, tout en précisant que celle-ci devait tenir compte des contraintes liées aux réseaux souterrains. Enfin, elle a indiqué que le service technique avait récemment présenté une série de mesures complémentaires qui viendront renforcer la mise en œuvre du plan canicule, tout en reconnaissant que certains espaces, notamment aux abords du KulTourhaus à Huncherange, devront encore être améliorés.

Le conseil communal a approuvé la résolution Plan canicule à l'unanimité.

Elaboration d'un concept de verdissement



Mme Josée Lorsché a présenté le projet d'élaboration d'un concept de verdissement à l'échelle de la commune. Elle a expliqué que le collège échevinal souhaite élaborer cette stratégie en associant le Naturpaktteam, le Klimateam, la Commission du développement durable, les services communaux ainsi qu'un bureau d'études spécialisé.

Elle a précisé que le concept ne se limitera pas à planter davantage d'arbres, mais reposera sur une analyse globale du territoire. Les nombreuses données déjà disponibles permettront notamment d'identifier les îlots de chaleur, les couloirs de circulation de l'air, les zones bénéficiant d'un refroidissement nocturne ainsi que les secteurs où les plantations sont possibles en fonction des réseaux souterrains. Les données relatives aux zones inondables, aux espaces naturels, aux forêts, aux prairies et aux biotopes seront également intégrées afin d'établir une cartographie complète de la commune.

L'échevine a indiqué que plusieurs secteurs sensibles avaient déjà été identifiés, notamment une partie de la Cité du Soleil, les abords de l'école Reebou, Huncherange, le site multimodal et une partie de la rue de la Gare. Elle a précisé que la commune participera à l'appel à projets du Ministère de l'Environnement « Méi Gréngs an eise Stied an Dierfer » dans le cadre du verdissement des abords de l'école Reebou. Une fois l'ensemble des données analysées, un plan d'action définissant les mesures prioritaires sera élaboré pour les autres sites.

M. Roby Biwer a estimé que la démarche proposée allait dans la bonne direction. Il a toutefois mis en garde contre le risque de consacrer trop de temps à la collecte de données scientifiques avant de passer à l'action. Tout en saluant l'implication des différentes commissions et des services communaux, il a plaidé pour que l'expérience des citoyens et des acteurs de terrain soit pleinement prise en compte aux côtés des analyses techniques.

Subsides ordinaires aux sociétés et associations locales pour l'année sociale 2025

L'échevin Alain Gillet (CSV) a présenté la répartition des subsides ordinaires accordés aux sociétés et associations locales pour l'année sociale 2025. Au total, 53 associations bénéficieront d'un soutien communal pour un montant global de 254.000 euros, soit 1.500 euros de plus que l'année précédente. Il a précisé que trois associations, jusqu'ici bénéficiaires d'un subside forfaitaire de 300 euros, seront désormais intégrées au régime ordinaire des subsides en raison de leur implication durable dans la vie communale. Il a souligné que la commune pouvait être fière du niveau de soutien apporté à son tissu associatif.

Mme Véronique Wildgen s'est félicitée de l'importance du soutien financier apporté aux associations locales, soulignant qu'il constitue un élément essentiel pour leur permettre de poursuivre leurs activités, en particulier en faveur de la jeunesse. Elle a rappelé que ces subsides contribuent notamment au financement des entraîneurs et complètent le travail bénévole réalisé au sein des associations.

Les conseillers communaux ont approuvé les subsides ordinaires.

Ils ont également approuvé les taux d'imposition de l'impôt foncier et de l'impôt commercial pour l'année 2027, qui resteront inchangés par rapport à 2026.

Modification du règlement-tarifs des cours pour adultes et cours de langues



L'échevine Josée Lorsché a rappelé que les différents cours de langues et cours destinés aux adultes organisés par la commune sont soumis à un droit d'inscription. Le conseil communal était dès lors appelé à compléter le règlement-tarifs afin d'y intégrer un nouveau cours de théâtre en langue luxembourgeoise.

Mme Lorsché a expliqué qu'il s'agit d'une formule innovante, qui ne repose pas sur l'apprentissage traditionnel de la langue, mais sur la pratique orale à travers l'improvisation ludique de petites scènes théâtrales. Ce premier cours, animé par Mme Diane Catani à la Maison des Jeunes et de la Culture, a rencontré un vif succès. À la suite de cette première expérience, il a été convenu de l'aligner sur les autres cours communaux en fixant un droit d'inscription de 30 euros. Ce montant vise à valoriser l'engagement des participants et permettra également de financer le matériel nécessaire aux activités.

Le conseil communal a approuvé cette adaptation du règlement-tarifs.

Modification budgétaire

Le bourgmestre Jean Marie Jans a présenté une modification budgétaire destinée à permettre l'acquisition d'un appareil spécialement conçu pour la destruction des nids de frelons asiatiques à l'aide de vapeur à haute température. Cet équipement, muni d'une perche télescopique, permettra désormais d'intervenir également sur des nids difficilement accessibles et d'assurer ce service au profit des habitants de la commune.

L'échevin Alain Gillet a précisé qu'en 2025, dix nids avaient pu être éliminés, tandis que cinq autres n'avaient pas pu être traités en raison de leur emplacement. Depuis le début de l'année, quatre interventions ont déjà été réalisées. L'acquisition de ce nouvel équipement nécessite l'inscription d'un crédit supplémentaire au budget extraordinaire, financé par un transfert de crédits depuis deux autres postes budgétaires dont les montants ne sont actuellement pas utilisés.

Le conseil communal a approuvé cette modification budgétaire.

Convention « Commune Sans Tabac »

Le bourgmestre Jean Marie Jans a présenté au conseil communal la convention de partenariat conclue avec la Fondation Cancer dans le cadre de l'initiative nationale «Génération Sans Tabac».

Il a rappelé que cette démarche vise à sensibiliser la population aux dangers du tabac, en particulier les enfants et les jeunes, afin de favoriser l'émergence d'une génération sans tabac d'ici 2040. La convention prévoit notamment la désignation d'un coordinateur communal, la mise en place progressive d'espaces sans tabac aux abords des bâtiments communaux, des actions de sensibilisation auprès du personnel communal, des habitants, des associations et des clubs sportifs, ainsi qu'un accompagnement des personnes souhaitant arrêter de fumer.

M. Dave Holcher, coordinateur communal du projet, a ensuite présenté en détail les différentes étapes de mise en œuvre de cette démarche, les objectifs poursuivis ainsi que les mesures



envisagées pour l'obtention progressive des labels « Commune sans tabac ». Une présentation détaillée du projet est publiée dans l'édition 135 du BUET.

Mme Linda Kunsch (LSAP) a salué la qualité du projet et rappelé les conséquences du tabagisme sur la santé publique, en particulier chez les jeunes. S'appuyant sur les données de l'Organisation mondiale de la Santé, elle a souligné que le tabac reste l'une des principales causes de cancers et que la prévention auprès des enfants et des adolescents revêt une importance particulière. Son groupe a exprimé son plein soutien à cette convention, tout en demandant des précisions concernant son impact financier, les éventuelles aides destinées aux associations et clubs sportifs qui s'engageraient dans cette démarche, ainsi que les modalités de contrôle des mesures mises en place.

M. Jeff Gross a souligné que cette convention constituait un investissement dans l'avenir de la commune. Il a insisté sur le fait qu'elle ne visait pas à stigmatiser les fumeurs, mais à privilégier la sensibilisation, la prévention et la protection des enfants et des jeunes contre le tabagisme passif. Il a également relevé que cette démarche contribuerait à améliorer la qualité de vie et la propreté des espaces publics, tout en saluant l'approche progressive fondée sur l'obtention des labels Bronze, Argent et Or. Il a toutefois rappelé qu'il conviendra de définir avec pragmatisme les emplacements des futurs espaces fumeurs afin de concilier les différents usages.

M. Nicolas Hirsch a également exprimé son soutien au projet. Il s'est particulièrement félicité des mesures d'accompagnement prévues pour aider les membres du personnel communal, puis les citoyens, qui souhaitent arrêter de fumer. Il a souligné que la protection de la santé constitue également un droit de l'enfant et s'est prononcé en faveur d'une définition claire des espaces fumeurs, estimant qu'une telle organisation ne relevait pas d'une logique d'interdiction mais d'une meilleure cohabitation.

En réponse aux questions de Mme Kunsch, le bourgmestre a précisé que le coût financier de la démarche resterait limité, les dépenses étant principalement liées à l'achat de matériel de sensibilisation (signalétique, beachflags et supports d'information), pour un montant estimé à environ 3 000 euros. Il a ajouté qu'une réflexion était en cours afin d'encourager les associations qui s'engageront dans cette démarche, tout en précisant qu'il ne s'agirait pas d'un système de sanctions mais bien d'incitants positifs. Enfin, il a estimé que des contrôles seraient vraisemblablement nécessaires afin de vérifier le respect des mesures mises en place.

Contrat de prestation de services avec Youth & Work

Le bourgmestre Jean Marie Jans a expliqué que la collaboration entre la commune et Youth & Work, jusqu'à présent encadrée par une convention, devra désormais prendre la forme d'un contrat de prestation de services, conformément à l'évolution du cadre légal.

Il a précisé que le financement ne reposera plus sur un montant forfaitaire, mais sera calculé en fonction du nombre de jeunes effectivement accompagnés par l'association. Le contrat présenté est basé, à titre indicatif, sur l'accompagnement de douze jeunes. Actuellement, sept jeunes de la commune bénéficient de ce suivi. Le montant versé sera adapté en fin d'exercice en fonction du nombre réel de bénéficiaires. M. Jans a souligné qu'il s'agissait avant tout d'une adaptation administrative.



M. Marco Estanqueiro (LSAP) a exprimé le plein soutien de son groupe à ce nouveau contrat, rappelant l'importance d'un tel accompagnement dans le contexte actuel. Il a toutefois souhaité que les rapports d'activité prévus par le contrat puissent, à l'avenir, être présentés au conseil communal afin que celui-ci puisse prendre connaissance des résultats et de l'impact du travail réalisé.

M. Nicolas Hirsch a également soutenu cette nouvelle formule, se félicitant que le financement soit désormais directement lié au nombre de jeunes effectivement accompagnés. Il a néanmoins regretté que seuls sept jeunes bénéficient actuellement de ce dispositif et a suggéré de mieux faire connaître cette offre, notamment par l'intermédiaire de la Maison des Jeunes et de la Culture, des réseaux sociaux ou des publications communales.

Le conseil communal a approuvé à l'unanimité le contrat de prestation de services avec Youth & Work.

Compromis d'acquisition d'un immeuble

Le bourgmestre a annoncé que le collège échevinal avait trouvé un accord pour l'acquisition de la maison Schilz, située rue de la Gare à Bettembourg. Il s'est réjoui de cette opportunité, soulignant que la commune est déjà propriétaire des immeubles voisins situés dans la rue Collart. L'acquisition de cette propriété, complétée par le terrain situé à l'arrière, ouvre de nouvelles perspectives pour l'aménagement de ce secteur stratégique situé au cœur de Bettembourg.

M. Guy Frantzen s'est également félicité de cette acquisition, estimant que la commune ne pouvait pas laisser passer une telle occasion. Il a toutefois estimé que la commission des Finances aurait pu être associée à ce dossier. Enfin, il a insisté sur l'importance de profiter de cette opportunité pour développer du logement abordable tout en veillant à ce que la commune conserve un droit de regard sur l'attribution des futurs logements et puisse disposer, en cas de besoin, de logements destinés à des situations d'urgence.

M. Jeff Gross a rappelé que les différents collèges échevinaux s'étaient, au fil des années, efforcés d'améliorer cette partie du centre de Bettembourg. Selon lui, cette acquisition permettra enfin d'éliminer une friche qui dégrade depuis longtemps l'image du centre. Il a souligné le potentiel offert par cet ensemble immobilier, tant pour la création de logements abordables que pour l'implantation éventuelle de services communaux ou d'autres projets d'intérêt public, en complément des autres propriétés déjà acquises dans la rue Collart. Il a également félicité le collège échevinal pour sa persévérance dans ce dossier et estimé que cet investissement de 2 900 000 euros contribuera à la revalorisation du centre de Bettembourg.

M. Nicolas Hirsch a lui aussi salué cette acquisition, qu'il considère comme stratégique pour le développement du centre de Bettembourg. Il a évoqué le potentiel du site pour la création de logements abordables, mais également pour d'autres projets destinés à dynamiser le cœur de la commune, notamment en lien avec les autres bâtiments communaux du secteur et le réaménagement des espaces publics aux abords de la fontaine.

Le compromis d'acquisition a été approuvé à l'unanimité.

Questions des conseillers



M. Roby Biwer a demandé si le conseil communal pouvait prendre connaissance de l'expertise ayant conduit le collège échevinal à considérer que l'ancien hall des régies situé à l'Obelerbiereg est vétuste et ne peut plus être utilisé.

En réponse, le bourgmestre a précisé qu'il n'avait pas simplement qualifié le bâtiment de délabré, mais avait précisé qu'il n'était pas opportun d'y investir davantage au vu de son état. Il a expliqué que cette appréciation repose sur deux expertises. La première, réalisée en interne par le service technique communal en janvier 2022, analyse notamment la stabilité du bâtiment, les installations techniques, son état énergétique, la sécurité, l'accessibilité ainsi que l'opportunité d'une rénovation. Cette expertise tient également compte d'un avis de l'Inspection du travail et des mines de 2019, qui relevait déjà le mauvais état du bâtiment. Elle conclut qu'une démolition suivie d'une reconstruction serait plus avantageuse qu'une rénovation. La seconde expertise, réalisée par Luxcontrol, porte sur l'analyse des substances dangereuses présentes dans le bâtiment (notamment l'amiante et certains matériaux d'isolation) en vue d'une éventuelle rénovation ou démolition. Le bourgmestre a enfin indiqué que ces deux documents seraient mis à la disposition des conseillers communaux dans les jours suivants via la plateforme électronique de la commune.

M. Biwer a ensuite souhaité savoir si le collège échevinal avait sollicité une participation financière de l'Administration de la nature et des forêts (ANF) au loyer dû par la commune dans le cadre de la convention conclue pour la mise à disposition d'infrastructures utilisées par le garde forestier et le service forestier.

Mme Josée Lorsché a rappelé que cette convention avait été conclue afin de permettre aux agents du triage forestier de Bettembourg de disposer d'un site sur le territoire communal, cette solution répondant à des difficultés d'organisation et des frais matériels liés au regroupement des triages forestiers de Bettembourg et de Dudelange sur un ancien site industriel à Dudelange, à proximité de la frontière française. Ce site se trouvant en chantier ne permet en effet plus de d'abriter les machines et engins forestiers qui ont été financés par la commune et impliquerait en outre des pertes de temps considérables pour les trajets quotidiens. Elle a ensuite indiqué que la commune avait bien sollicité une participation financière de l'ANF pour la location d'infrastructures adéquates situées sur le territoire de la commune. Cette demande a toutefois été rejetée par la direction de l'administration et le ministère de l'Environnement, qui estiment que les infrastructures faisant l'objet de ladite convention servent principalement aux nombreuses prestations réalisées par les agents de l'ANF pour le compte de la commune (travaux de menuiserie, fabrication de mobilier, fourniture de bois, interventions pour les écoles et les services communaux, etc.) et ne relèvent donc pas de la gestion forestière. L'échevine a précisé que cette position avait été confirmée par écrit par le chef d'arrondissement. Malgré plusieurs échanges avec l'ANF, aucun cofinancement n'a donc pu être obtenu.

Mme Linda Kunsch a demandé sur quels rapports et analyses reposait l'affirmation selon laquelle aucun avis défavorable concernant la qualité de l'air n'avait été émis pour la nouvelle école « Ëm de Bëchel ». Elle a également souhaité connaître les paramètres mesurés, les organismes ayant réalisé ces analyses ainsi que la possibilité pour le conseil communal de consulter les résultats.

En réponse, le bourgmestre Jean Marie Jans a indiqué que les analyses de la qualité de l'air avaient été réalisées par le bureau d'études Énergie et Environnement SA, en collaboration avec le laboratoire Ambus Analytik GmbH (Allemagne), dans le cadre de la certification DGNB Gold, qui impose le respect de critères stricts en matière de qualité de l'air intérieur. Les premières analyses, effectuées le 8 septembre 2025 dans les locaux de la nouvelle école, se sont révélées



conformes, à l'exception de la salle de sport, qui n'a dès lors pas été mise en service. Une nouvelle analyse de l'air y a été réalisée le 25 juin 2026. Les résultats étaient attendus pour la semaine 30 et la salle de sport resterait fermée jusqu'à leur réception. Le bourgmestre a enfin confirmé que l'ensemble des rapports d'analyse serait mis à la disposition des conseillers communaux via la plateforme électronique de la commune, tout en précisant qu'il s'agissait de documents à caractère très technique.



BERICHT DES GEMEINDERATS VOM 10. JULI 2026

Der Gemeinderat verabschiedet die kommunale Kulturstrategie, genehmigte den Ausführungsplan zum PAP „LEO“ und billigte mehrere Anträge in den Bereichen Raumordnung, öffentliche Gesundheit, Umwelt und Vereinsleben.

Informationen

Bürgermeister Jean Marie Jans (CSV) erinnerte daran, dass die Gemeinde als Unterzeichnerin der Erklärung „LGBTIQ+ Freedom Zone“ während der Pride Week jedes Jahr die Regenbogenfahne vor dem Rathaus und an weiteren Orten hisst. Um dieses Engagement im öffentlichen Raum noch sichtbarer zu machen, habe die Gemeinde beschlossen, Bänke in den Farben des Regenbogens aufzustellen.

Die erste Schöffin Josée Lorsché (DÉI GRÉNG) hob das gemeinsame Engagement des Gemeinderats für Respekt und Inklusion hervor. Die Bänke werden die Botschaft „Gemeinsam sind wir stärker“ tragen. Ergänzt werde diese Initiative durch weitere Sensibilisierungsmaßnahmen, insbesondere im Rahmen der „Orange Week“ gegen Gewalt an Frauen, sowie durch die Aufstellung von „Babbelbänken“. Diese Gesprächsbänke sollen den Austausch und den sozialen Zusammenhalt im öffentlichen Raum fördern. Die Maßnahmen seien ein sichtbares Symbol für das Engagement der Gemeinde für Gleichberechtigung, Respekt und ein gutes Zusammenleben.

Kulturstrategie

Der Bürgermeister informierte den Gemeinderat über den Abschluss der Arbeiten zur Ausarbeitung einer kommunalen Kulturstrategie, die sich über mehr als ein Jahr erstreckt hatten. Begleitet wurde der Prozess von Jürgen Stoldt und Partner in Zusammenarbeit mit dem Büro WW+ sowie der Abteilung Kommunikation & Kultur, insbesondere von Patrick Hurt. Jean Marie Jans dankte allen, die sich an dem partizipativen Prozess beteiligt und zur Ausarbeitung der Strategie beigetragen hatten. Die kommunale Kulturstrategie kann auf der Website der Gemeinde eingesehen werden ([Link](#)).

Die Gemeinderäte würdigten einstimmig die geleistete Arbeit sowie den gewählten partizipativen Ansatz.

Guy Frantzen (LSAP) betonte, wie wichtig es gewesen sei, unter Einbeziehung der Bürger, Vereine, Ausschüsse und verschiedener Kulturakteure eine umfassende Bestandsaufnahme des lokalen Kulturlebens zu erstellen. Er stellte jedoch die Frage nach der konkreten Umsetzung der Strategie, insbesondere nach der Auswahl und Priorisierung der zahlreichen vorgeschlagenen Maßnahmen sowie nach einer regelmäßigen Überprüfung ihrer Umsetzung.

Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) lobte ebenfalls den partizipativen Ansatz, durch den die Erwartungen und Bedürfnisse der Bevölkerung im Rahmen verschiedener Konsultationen und Workshops erfasst werden konnten. Die Strategie bilde eine wichtige Grundlage für die künftige kulturelle Entwicklung der Gemeinde. Zugleich wies er auf die Bedeutung von Barrierefreiheit, Inklusion und der Schaffung von Begegnungsorten hin.



Véronique Wildgen (CSV) erinnerte daran, dass eine Strategie keine Liste bereits abgeschlossener Projekte sei, sondern einen Rahmen mit einer gemeinsamen Vision und klaren Prioritäten bilde. Die Arbeit müsse durch konkrete und regelmäßig evaluierte Aktionspläne fortgesetzt werden, insbesondere im Hinblick auf den Zugang zur Kultur für alle, die Unterstützung von Vereinen und die Einbindung der Jugend.

Auf die Frage von Guy Frantzen erklärte der Bürgermeister, dass die Strategie künftig als Orientierungsrahmen dienen werde. Anhand dieses Rahmens könnten Projekte bewertet und auf ihre Übereinstimmung mit den festgelegten Zielen geprüft werden. Auch die verschiedenen kommunalen Ausschüsse könnten zu diesen Überlegungen beitragen und Stellung zu den vorgeschlagenen Maßnahmen nehmen. Abschließend betonte Jean Marie Jans, dass die Kulturstrategie in einen größeren Zusammenhang eingebettet sei und insbesondere mit den kommunalen und nationalen Plänen und Chartas in den Bereichen Kultur, Inklusion, Gleichstellung und nachhaltige Entwicklung im Einklang stehe.

Josée Lorsché erinnerte daran, dass bereits zahlreiche kulturelle Angebote für Kinder und Jugendliche bestehen, insbesondere in den Schulen, in Form von Lesungen, Begegnungen mit Autoren, Museumsbesuchen, musikalischen Aktivitäten und anderen kulturellen Projekten.

Die kommunale Kulturstrategie wurde vom Gemeinderat einstimmig verabschiedet.

Ausführungsprojekt zum PAP „LEO“

Bürgermeister Jean Marie Jans erinnerte dran, dass der PAP „LEO“ auf einem rund vier Hektar großen Grundstück in der Verlängerung der Cité du Soleil, in der Nähe des Krakelshaff-Parks und des Gewerbegebiets Wolser F, entwickelt werden soll. Vorgesehen ist ein neues Viertel mit 21 Einfamilienhäusern, 89 Wohnungen in vier Mehrfamilienhäusern, sechs Gebäuden für Dienstleistungsaktivitäten sowie einer Residenz für Senioren. Da der PAP bereits in der Gemeinderatssitzung vom 11. Oktober 2024 genehmigt worden war, ging es bei diesem Tagesordnungspunkt um die mit dem Bauträger geschlossene Ausführungsvereinbarung. Sie sieht vor, dass der Bauträger sämtliche für die Erschließung des Viertels erforderlichen Infrastrukturen innerhalb und außerhalb des PAP finanziert. Zudem regelt sie die Durchführung der Arbeiten, die Bankgarantien sowie die Beteiligung des Bauträgers an den Infrastrukturen des Gewerbegebiets.

François Picardel von der kommunalen Stadtplanungsabteilung stellte anschließend die wichtigsten Punkte der Vereinbarung zwischen der Gemeinde und dem Bauträger „Krakelshaff Real Estate Sàrl“ vor. Sie regelt insbesondere die Übernahme der technischen und landschaftsplanerischen Studien, die zeitliche Staffelung der Bauarbeiten, die Gestaltung der öffentlichen Räume, die Beleuchtung, die Bepflanzung, die technischen Versorgungsnetze und das Rückhaltebecken sowie die vom Bauträger zu leistenden finanziellen Sicherheiten. Darüber hinaus sieht sie die Übertragung von 31 % der Fläche des PAP an die Gemeinde vor. 3.650,60 m² Wohnfläche sind für bezahlbaren Wohnraum reserviert. Dies entspricht gemäß der Vereinbarung rund 29 Wohnungen; nach dem schriftlichen Teil des PAP sind höchstens 32 Wohnungen möglich.



Rick Pirsch vom technischen Dienst der Gemeinde stellte anschließend den Ausführungsplan im Detail vor. Eine vollständige Darstellung des PAP „LEO“ und seiner Merkmale findet sich in BUET Nr. 125 (2/2024).

Patrick Hutmacher (LSAP) erinnerte an die Position seiner Partei bei der Abstimmung über den PAP im Jahr 2024. Seiner Ansicht nach hätte das Projekt mehr Wohnungen, insbesondere mehr bezahlbaren Wohnraum, vorsehen können, wenn die für Büros und die Seniorenresidenz vorgesehenen Flächen kleiner ausgefallen wären. Er bat um genauere Angaben zur Zahl der bezahlbaren Wohnungen und wies auf eine Abweichung zwischen den PAP-Unterlagen und der Vereinbarung hin. Zudem betonte er, dass die Studie zu den Auswirkungen des Regenwassers auf den Schulcampus „Ëm de Bëchel“ vorliegen müsse. Gleichzeitig lobte er die Qualität der geplanten Anlagen.

Jeff Gross (CSV) brachte die uneingeschränkte Unterstützung seiner Partei für das Projekt zum Ausdruck. Dieses sei ein wichtiger Schritt auf dem Weg zu einem gemischten Wohnviertel, das Wohnraum, Dienstleistungen, eine Senioreneinrichtung und bezahlbaren Wohnraum in unmittelbarer Nähe des Schulcampus miteinander verbinde. Die Vereinbarung garantiere, dass der Bauträger die Infrastrukturkosten übernehme, und sichere zugleich die Übertragung eines wesentlichen Teils der öffentlichen Flächen an die Gemeinde. Jeff Gross begrüßte zudem den hohen Stellenwert der Landschaftsgestaltung, der Grünflächen, der öffentlichen Einrichtungen und einer nachhaltigen Wasserwirtschaft.

Nicolas Hirsch bekräftigte ebenfalls die Unterstützung seiner Partei für das Projekt. Obwohl er die Bebauung dieser letzten Wiese bedauerte, erfülle das künftige Viertel wichtige Ziele im Bereich der sanften Mobilität und der nachhaltigen Entwicklung. Er begrüßte den hohen Stellenwert des Fuß- und Radverkehrs, die geplanten Begrünungsmaßnahmen, das Regenwassermanagement sowie die sicheren Verbindungen zum Schulcampus über die „Promenade de Soleil“.

Der Gemeinderat genehmigte den Ausführungsplan sowie die Vereinbarung zum PAP „LEO“ mit 9 Ja-Stimmen und 6 Enthaltungen.

Beschluss zum Hitzewellenplan

Bürgermeister Jean Marie Jans stellte einen Beschlussentwurf zur Einführung eines Hitzewellenplans vor. Aufgrund des Klimawandels träten Hitzewellen immer häufiger auf. Daher sei es unerlässlich, die Gemeinde an diese neue Realität anzupassen und insbesondere besonders gefährdete Menschen zu schützen. Der Plan werde in den derzeit in Ausarbeitung befindlichen lokalen Resilienzplan integriert.

Zu den wichtigsten geplanten Maßnahmen gehören eine stärkere Begrünung, ein besserer Zugang zu Trinkwasser, die Überprüfung der kommunalen Gebäude, eine engerer Koordination zwischen den zuständigen Dienststellen und den Rettungskräften sowie Informations- und Sensibilisierungsmaßnahmen für die Bevölkerung und die Erfassung von Risikopersonen.

Roby Biwer (LSAP) begrüßte die Initiative, vertrat jedoch die Ansicht, dass bestimmte Maßnahmen bereits früher hätten umgesetzt werden können. Er befürwortete die Idee, für mehr Begrünung zu sorgen, und nannte dabei insbesondere die Umgebung des KulTourhauses in



Hüncheringen und den Platz in der Nähe der Emile-Hammerel-Brücke in Bettembourg. Er schlug vor, an bestimmten öffentlichen Orten Wassersprinkler zu installieren, Schattensegel auf Schulhöfen und Spielplätzen anzubringen, Bäume zu pflanzen, die schnell Schatten spenden, sowie Photovoltaikanlagen über Parkplätzen zu errichten.

Guy Bley (CSV) brachte seine Unterstützung für diesen Beschluss zum Ausdruck. Er betonte, wie wichtig es sei, sowohl präventiv als auch reaktiv zu handeln, und begrüßte die Einbindung des Hitzewellenplans in den künftigen lokalen Resilienzplan, da dies seiner Ansicht nach der kohärenteste Ansatz angesichts der verschiedenen Risiken sei, denen sich die Gemeinden stellen müssen.

Nicolas Hirsch unterstützte das Vorhaben ebenfalls und erinnerte daran, dass die Anpassung an den Klimawandel mittlerweile eine Notwendigkeit sei. Er plädierte für naturbasierte Lösungen anstelle von Wasserverteilern oder anderen Lösungen, die negative Auswirkungen auf den Schutz der natürlichen Ressourcen haben. In diesem Zusammenhang sprach er sich für die Begrünung öffentlicher Räume aus und betonte gleichzeitig, wie wichtig es sei, die Anpassung an den Klimawandel systematisch in die kommunale Raumordnungs-, Bau- und Sanierungsplanung zu integrieren. Er hob zudem die Notwendigkeit hervor, die auf dem Gemeindegebiet vorhandenen Wärmeinseln zu berücksichtigen.

Als Antwort auf die verschiedenen Anmerkungen erinnerte der Bürgermeister daran, dass der Hitzewellenplan ein fortlaufender Prozess sei, der im Laufe der Zeit weiterentwickelt werden könne.

Als Antwort auf die Anmerkungen von Roby Biwer dankte Schöffin Josée Lorsché dem Gemeinderatsmitglied für seine konstruktiven Vorschläge und betonte, dass einige davon einen nützlichen Beitrag zum Hitzewellenplan leisten würden. In Bezug auf die Spielplätze wies sie darauf hin, dass die Installation von Sonnensegeln Priorität habe, und führte das Beispiel der inklusiven Kindertagesstätte „Kokopelli“ an, wo kürzlich eine Pergola errichtet wurde, um die Kleinkinder vor der großen Hitze zu schützen. Anschließend erklärte sie, dass der technische Dienst der Gemeinde bereits die kommunalen Gebäude analysiere, um die wirksamsten Maßnahmen zur Begrenzung der Auswirkungen von Hitzewellen zu ermitteln. Insbesondere an der Spillschoul am Park wurden „Free-Cooling“-Versuche durchgeführt, bei denen die Innentemperatur durch nächtliche Belüftung um drei bis vier Grad gesenkt werden konnte. Die übrigen täglich frequentierten kommunalen Gebäude werden schrittweise entsprechend ihren jeweiligen Gegebenheiten angepasst. Josée Lorsché wies darauf hin, dass das Pflanzen von Bäumen nach wie vor die wirksamste Lösung zur Bekämpfung von Wärmeinseln sei, merkte jedoch an, dass dabei die Einschränkungen durch unterirdische Leitungsnetze berücksichtigt werden müssten. Schließlich wies sie darauf hin, dass der technische Dienst kürzlich eine Reihe ergänzender Maßnahmen vorgestellt habe, die die Umsetzung des Hitzewellenplans verstärken würden, räumte jedoch ein, dass bestimmte Bereiche, insbesondere in der Umgebung des KulTourhauses in Hüncheringen, noch verbessert werden müssten.

Der Gemeinderat nahm den Beschluss zum Hitzewellenplan einstimmig an.



Erarbeitung eines Begrünungskonzepts

Schöffin Josée Lorsché stellte das Vorhaben zur Erarbeitung eines gemeindeweiten Begrünungskonzepts vor. Der Schöffenrat wolle diese Strategie gemeinsam mit den Naturpakt-Team, dem Klima-Team, der Kommission für nachhaltige Entwicklung, den kommunalen Dienststellen und einem spezialisierten Planungsbüro ausarbeiten.

Sie stellte klar, dass sich das Konzept nicht darauf beschränken werde, einfach mehr Bäume zu pflanzen, sondern auf einer umfassenden Analyse des Gemeindegebiets basiere. Mithilfe der bereits verfügbaren Daten können insbesondere Wärmeinseln, Frischluftkorridore, nächtliche Kaltluftentstehungsgebiete sowie Flächen identifiziert werden, auf denen unter Berücksichtigung der unterirdischen Leitungsnetze Begrünungsmaßnahmen möglich sind. Darüber hinaus werden Daten zu Überschwemmungsgebieten, Naturräumen, Wäldern, Wiesen und Biotopen berücksichtigt, um eine umfassende Kartierung des Gemeindegebiets zu erstellen.

Josée Lorsché wies darauf hin, dass bereits mehrere sensible Bereiche identifiziert worden seien, darunter ein Teil der Cité du Soleil, die Umgebung der Reebou-Schule, der Straßenbereich rund um das Restaurant in Hüncheringen, das Gelände des Multimodal und ein Teil der Rue de la Gare in Bettembourg. Sie erklärte, dass sich die Gemeinde im Rahmen der Begrünung der Umgebung der Reebou-Schule an der Projektausschreibung des Umweltministeriums „Méi Gréngs an eise Stied an Dierfer“ beteiligen werde. Sobald alle Daten ausgewertet sind, wird für die übrigen Standorte ein Aktionsplan mit den vorrangigen Maßnahmen ausgearbeitet.

Roby Biwer vertrat die Ansicht, dass der vorgeschlagene Ansatz in die richtige Richtung gehe. Er warnte jedoch davor, zu viel Zeit mit der Erhebung wissenschaftlicher Daten zu verbringen, bevor man zur Tat schreite. Er würdigte zwar das Engagement der verschiedenen Ausschüsse und kommunalen Dienststellen, plädierte jedoch dafür, dass die Erfahrungen der Bürger und der Akteure vor Ort neben den technischen Analysen in vollem Umfang berücksichtigt werden.

Reguläre Zuschüsse für lokale Vereine und Verbände für das Geschäftsjahr 2025

Schöffe Alain Gillet (CSV) stellte die Aufteilung der regulären Zuschüsse vor, die den lokalen Vereinen und Verbänden für das Geschäftsjahr 2025 gewährt werden. Insgesamt erhalten 53 Vereine finanzielle Unterstützung der Gemeinde in Höhe von 254.000 Euro, was einer Erhöhung um 1.500 Euro gegenüber dem Vorjahr entspricht. Er erläuterte, dass drei Vereine, die bisher einen Pauschalzuschuss von 300 Euro erhielten, aufgrund ihres langjährigen Engagements für das Gemeindeleben künftig in das reguläre Zuschusssystem aufgenommen werden. Abschließend betonte er, dass die Gemeinde stolz auf die umfangreiche Unterstützung ihres Vereinswesens sein könne.

Véronique Wildgen (CSV) begrüßte diese bedeutende finanzielle Unterstützung für die lokalen Vereine. Sie unterstrich, dass diese einen wichtigen Beitrag dazu leiste, die vielfältigen Aktivitäten der Vereine – insbesondere zugunsten der Jugend – langfristig zu sichern. Die Zuschüsse dienten unter anderem der Finanzierung von Trainern und ergänzten das große ehrenamtliche Engagement innerhalb der Vereine.

Der Gemeinderat genehmigte die regulären Zuschüsse einstimmig.



Im Anschluss genehmigte der Gemeinderat ebenfalls einstimmig die Hebesätze der Grundsteuer und der Gewerbesteuer für das Jahr 2027. Diese bleiben gegenüber dem Jahr 2026 unverändert.

Änderung der Gebührenordnung für Erwachsenen- und Sprachkurse

Schöffin Josée Lorsché erläuterte, dass für die verschiedenen von der Gemeinde angebotenen Sprach- und Erwachsenenkurse eine Anmeldegebühr erhoben wird. Der Gemeinderat war daher aufgerufen, die Gebührenordnung zu ergänzen, um einen neuen Theaterkurs in luxemburgischer Sprache aufzunehmen.

Sie erklärte, dass es sich um ein innovatives Konzept handle, das nicht auf klassischem Sprachunterricht, sondern auf dem spielerischen Erlernen der Sprache durch Improvisation kleiner Theaterszenen basiere. Der erste Kurs, der von Diane Catani im Jugendhaus geleitet wurde, stieß auf große Begeisterung. Nach diesem erfolgreichen Pilotprojekt wurde beschlossen, den Kurs in das reguläre Kursangebot der Gemeinde aufzunehmen und eine Anmeldegebühr von 30 Euro festzulegen. Diese soll das Engagement der Teilnehmenden unterstreichen und gleichzeitig zur Finanzierung des benötigten Materials beitragen.

Der Gemeinderat stimmte der Anpassung der Gebührenordnung einstimmig zu.

Haushaltsänderung

Bürgermeister Jean Marie Jans stellte eine Haushaltsänderung vor, die die Anschaffung eines Spezialgeräts zur Bekämpfung von Nestern der Asiatischen Hornisse mittels Hochtemperaturdampf ermöglicht. Dank dieser mit einer Teleskopstange ausgestatteten Ausrüstung können künftig auch schwer zugängliche Nester sicher entfernt werden. Damit kann die Gemeinde diesen Service zugunsten ihrer Einwohner weiter ausbauen.

Schöffe Alain Gillet erläuterte, dass im Jahr 2025 insgesamt zehn Nester entfernt werden konnten, während fünf weitere aufgrund ihrer Lage nicht erreichbar waren. Seit Beginn des laufenden Jahres wurden bereits vier Einsätze durchgeführt. Für die Anschaffung des neuen Geräts ist die Bereitstellung zusätzlicher Mittel im außerordentlichen Haushalt erforderlich. Diese werden durch eine Mittelübertragung aus zwei anderen Haushaltsposten finanziert, deren Budget derzeit nicht vollständig ausgeschöpft wird.

Der Gemeinderat stimmte der Haushaltsänderung einstimmig zu.

Vereinbarung „Rauchfreie Gemeinde“

Bürgermeister Jean Marie Jans stellte dem Gemeinderat die Partnerschaftsvereinbarung vor, die die Gemeinde im Rahmen der nationalen Initiative „Génération Sans Tabac“ mit der Fondation Cancer abgeschlossen hat.

Er erläuterte, dass diese Initiative darauf abzielt, insbesondere Kinder und Jugendliche für die Gefahren des Tabakkonsums zu sensibilisieren und damit langfristig zu einer tabakfreien Generation bis zum Jahr 2040 beizutragen. Die Vereinbarung sieht unter anderem die Ernennung



eines kommunalen Koordinators, die schrittweise Einrichtung rauchfreier Zonen im Umfeld kommunaler Gebäude, Sensibilisierungsmaßnahmen für Gemeindepersonal, Einwohner, Vereine und Sportvereine sowie Unterstützungsangebote für Menschen vor, die mit dem Rauchen aufhören möchten.

Anschließend stellte der kommunale Projektkoordinator Dave Holcher die einzelnen Etappen des Projekts, die angestrebten Ziele sowie die vorgesehenen Maßnahmen zur schrittweisen Erlangung des Labels „Rauchfreie Gemeinde“ vor. Eine ausführliche Vorstellung des Projekts findet sich in Ausgabe 135 des BUET.

Linda Kunsch (LSAP) begrüßte die Qualität des Projekts und erinnerte an die schwerwiegenden Folgen des Tabakkonsums für die öffentliche Gesundheit, insbesondere bei Kindern und Jugendlichen. Unter Berufung auf Zahlen der Weltgesundheitsorganisation wies sie darauf hin, dass Tabakkonsum nach wie vor zu den häufigsten Ursachen von Krebserkrankungen zählt und Präventionsmaßnahmen für junge Menschen daher von besonderer Bedeutung seien. Im Namen ihrer Fraktion sicherte sie der Vereinbarung ihre volle Unterstützung zu. Gleichzeitig bat sie um nähere Informationen zu den finanziellen Auswirkungen, zu möglichen Fördermaßnahmen für Sportvereine, die sich an der Initiative beteiligen, sowie zur Kontrolle der vorgesehenen Maßnahmen.

Jeff Gross (CSV) bezeichnete die Vereinbarung als eine Investition in die Zukunft der Gemeinde. Er betonte, dass es nicht darum gehe, Raucher zu stigmatisieren, sondern durch Aufklärung und Prävention insbesondere Kinder und Jugendliche vor den Folgen des Passivrauchens zu schützen. Gleichzeitig werde die Initiative zur Verbesserung der Lebensqualität sowie der Sauberkeit im öffentlichen Raum beitragen. Er begrüßte zudem den schrittweisen Ansatz mit den Auszeichnungen in Bronze, Silber und Gold. Gleichzeitig sprach er sich dafür aus, die Standorte künftiger Raucherbereiche pragmatisch festzulegen und dabei die unterschiedlichen Nutzungen des öffentlichen Raums zu berücksichtigen.

Auch Nicolas Hirsch unterstützte das Projekt ausdrücklich. Besonders begrüßte er die vorgesehenen Begleitmaßnahmen, die zunächst den Mitarbeitern der Gemeinde und später auch den Einwohnern helfen sollen, mit dem Rauchen aufzuhören. Er erinnerte daran, dass der Schutz der Gesundheit zugleich ein Kinderrecht sei, und sprach sich für eine klare Abgrenzung der Raucherbereiche aus. Dabei gehe es seiner Ansicht nach nicht um Verbote, sondern um ein besseres Zusammenleben.

In Beantwortung der Fragen von Linda Kunsch erklärte Bürgermeister Jean Marie Jans, dass die finanziellen Auswirkungen der Maßnahme begrenzt seien. Die Ausgaben beschränkten sich im Wesentlichen auf Sensibilisierungsmaterial wie Beschilderungen, Beachflags und Informationsmaterial und würden sich auf rund 3.000 Euro belaufen. Darüber hinaus werde derzeit geprüft, wie Vereine, die sich an der Initiative beteiligen, gezielt unterstützt werden können. Dabei gehe es ausdrücklich nicht um Sanktionen, sondern um positive Anreize. Abschließend wies der Bürgermeister darauf hin, dass voraussichtlich auch Kontrollen erforderlich sein werden, um die Einhaltung der beschlossenen Maßnahmen sicherzustellen.



Dienstleistungsvertrag mit Youth & Work

Bürgermeister Jean Marie Jans erläuterte, dass die Zusammenarbeit zwischen der Gemeinde und Youth & Work, die bisher auf einer Vereinbarung beruhte, aufgrund einer Änderung des rechtlichen Rahmens künftig in Form eines Dienstleistungsvertrags geregelt wird.

Er erklärte, dass sich die Finanzierung künftig nicht mehr an einem Pauschalbetrag, sondern an der tatsächlichen Zahl der vom Verein betreuten Jugendlichen orientieren werde. Der vorliegende Vertrag basiert vorläufig auf der Betreuung von zwölf Jugendlichen. Derzeit nehmen sieben Jugendliche aus der Gemeinde dieses Angebot in Anspruch. Die endgültige Abrechnung erfolgt am Ende des Geschäftsjahres auf Grundlage der tatsächlichen Zahl der betreuten Jugendlichen. Abschließend betonte der Bürgermeister, dass es sich dabei in erster Linie um eine administrative Anpassung handle.

Marco Estanqueiro (LSAP) sicherte dem neuen Vertrag die volle Unterstützung seiner Fraktion zu und unterstrich die Bedeutung eines solchen Angebots im aktuellen gesellschaftlichen Kontext. Gleichzeitig äußerte er den Wunsch, dass die im Vertrag vorgesehenen Tätigkeitsberichte künftig dem Gemeinderat vorgelegt werden, damit dieser die Ergebnisse und die Wirkung der geleisteten Arbeit nachvollziehen könne.

Auch Nicolas Hirsch begrüßte die neue Regelung und hob hervor, dass die Finanzierung künftig unmittelbar an die tatsächliche Zahl der betreuten Jugendlichen gekoppelt sei. Gleichzeitig bedauerte er, dass derzeit lediglich sieben Jugendliche von diesem Angebot profitieren. Er sprach sich deshalb dafür aus, das Angebot verstärkt bekannt zu machen, insbesondere über das Jugendhaus, die sozialen Netzwerke und die Veröffentlichungen der Gemeinde.

Der Gemeinderat genehmigte den Dienstleistungsvertrag mit Youth & Work einstimmig.

Vorvertrag zum Erwerb einer Immobilie

Bürgermeister Jean Marie Jans gab bekannt, dass sich der Schöffenrat mit den Eigentümern des Schilz-Hauses in der Rue de la Gare in Bettembourg auf einen Vorvertrag zum Erwerb der Immobilie geeinigt hat. Er zeigte sich erfreut über diese Gelegenheit und erinnerte daran, dass die Gemeinde bereits Eigentümerin der angrenzenden Gebäude in der Rue Collart ist. Durch den Erwerb dieser Immobilie einschließlich des dahinterliegenden Grundstücks eröffnen sich neue Perspektiven für die Entwicklung dieses strategisch wichtigen Bereichs im Zentrum von Bettembourg.

Auch Guy Frantzen (LSAP) begrüßte den geplanten Erwerb und betonte, dass die Gemeinde eine solche Gelegenheit nicht ungenutzt verstreichen lassen dürfe. Er vertrat jedoch die Ansicht, dass auch der Finanzausschuss in die Beratungen hätte einbezogen werden können. Gleichzeitig hob er hervor, wie wichtig es sei, das Potenzial des Standorts für die Schaffung von bezahlbarem Wohnraum zu nutzen. Dabei müsse die Gemeinde auch künftig ein Mitspracherecht bei der Vergabe der Wohnungen behalten und im Bedarfsfall über Notwohnungen verfügen können.

Jeff Gross (CSV) erinnerte daran, dass sich die verschiedenen Schöffenkollegien seit vielen Jahren für die Aufwertung dieses Bereichs im Zentrum von Bettembourg einsetzen. Seiner Ansicht nach bietet der Erwerb nun die Möglichkeit, eine seit Langem bestehende Baulücke zu schließen und diesen Teil des Ortskerns nachhaltig aufzuwerten. Er hob das Potenzial des



Gebäudekomplexes hervor – sowohl für die Schaffung von bezahlbarem Wohnraum als auch für die Ansiedlung kommunaler Einrichtungen oder anderer Projekte von öffentlichem Interesse – und verwies dabei auf die bereits im Besitz der Gemeinde befindlichen Gebäude in der Rue Collart. Abschließend gratulierte er dem Schöffenkollegium zu seiner Beharrlichkeit in dieser Angelegenheit und zeigte sich überzeugt, dass diese Investition in Höhe von 2,9 Millionen Euro wesentlich zur weiteren Aufwertung des Ortszentrums beitragen werde.

Auch Nicolas Hirsch begrüßte den geplanten Erwerb und bezeichnete ihn als strategisch wichtigen Schritt für die Entwicklung des Bettemburger Ortskerns. Er verwies auf das Potenzial des Areals für bezahlbaren Wohnraum, aber auch für weitere Projekte zur Belebung des Zentrums, insbesondere im Zusammenspiel mit den anderen kommunalen Gebäuden in diesem Bereich und der geplanten Neugestaltung der öffentlichen Räume rund um den Brunnen.

Der Gemeinderat genehmigte den Vorvertrag zum Erwerb der Immobilie einstimmig.

Fragen der Ratsmitglieder

Roby Biwer fragte, ob der Gemeinderat Einsicht in das Gutachten nehmen könne, das den Schöffenrat zu der Einschätzung veranlasst habe, dass die ehemaligen kommunalen Werkstätten am Obelerbiereg nicht mehr sinnvoll genutzt werden könne.

Bürgermeister Jean Marie Jans stellte klar, dass er das Gebäude nicht als baufällig bezeichnet habe. Er habe vielmehr darauf hingewiesen, dass angesichts seines Zustands weitere Investitionen nicht mehr sinnvoll seien. Diese Einschätzung stütze sich auf zwei Gutachten.

Das erste Gutachten wurde im Januar 2022 vom technischen Dienst der Gemeinde erstellt. Es bewertet insbesondere die Gebäudestatik, die technischen Anlagen, den energetischen Zustand, die Sicherheit, die Barrierefreiheit sowie die Zweckmäßigkeit einer Sanierung. Berücksichtigt wurde dabei auch eine Stellungnahme der Gewerbe- und Grubenaufsicht aus dem Jahr 2019, die bereits auf den schlechten Zustand des Gebäudes hingewiesen hatte. Das Gutachten kommt zum Schluss, dass ein Abriss mit anschließendem Neubau wirtschaftlicher sei als eine Sanierung.

Das zweite Gutachten wurde von Luxcontrol erstellt und untersucht die im Gebäude vorhandenen Schadstoffe – insbesondere Asbest und bestimmte Dämmstoffe – im Hinblick auf eine mögliche Sanierung oder einen Abriss.

Abschließend erklärte der Bürgermeister, dass beide Gutachten den Gemeinderatsmitgliedern in den kommenden Tagen über die elektronische Plattform der Gemeinde zur Verfügung gestellt werden.

Roby Biwer wollte anschließend wissen, ob der Schöffenrat bei der Natur- und Forstverwaltung (ANF) einen finanziellen Beitrag zu den Mietkosten beantragt habe, die der Gemeinde im Rahmen der Vereinbarung über die Bereitstellung von Infrastrukturen für den Förster und den Forstdienst entstehen.

Schöffin Josée Lorsché erinnerte daran, dass diese Vereinbarung abgeschlossen wurde, um den Mitarbeitenden des Forstbezirks Bettembourg geeignete Räumlichkeiten auf dem Gemeindegebiet zur Verfügung zu stellen. Diese Lösung sei notwendig geworden, nachdem die Forstbezirke



Bettembourg und Düdelingen auf einem ehemaligen Industriegelände in Düdelingen in der Nähe der französischen Grenze zusammengelegt worden waren. Da sich dieser Standort derzeit im Umbau befindet, können die von der Gemeinde finanzierten Forstmaschinen und -geräte dort nicht angemessen untergebracht werden. Zudem würden die täglichen Fahrten erhebliche Zeitverluste verursachen.

Sie erläuterte weiter, dass die Gemeinde tatsächlich eine finanzielle Beteiligung der ANF an den Mietkosten beantragt habe. Dieser Antrag sei jedoch sowohl von der Verwaltung der ANF als auch vom Umweltministerium abgelehnt worden. Begründet worden sei dies damit, dass die angemieteten Räumlichkeiten in erster Linie den zahlreichen Dienstleistungen dienten, welche die Mitarbeitenden der ANF im Auftrag der Gemeinde erbringen, darunter Schreinerarbeiten, die Herstellung von Mobiliar, Holzlieferungen sowie Einsätze für Schulen und andere Dienste für die Gemeinde und deren Einwohner. Diese Tätigkeiten würden nicht unter die eigentliche Waldbewirtschaftung fallen.

Die Schöffin ergänzte, dass diese Auffassung vom zuständigen Bezirksleiter schriftlich bestätigt worden sei. Trotz mehrerer Gespräche mit der ANF habe daher keine Kofinanzierung erreicht werden können.

Linda Kunsch fragte, auf welche Berichte und Analysen sich die Aussage stütze, wonach für den Schulcampus „Ëm de Bëchel“ keine negative Stellungnahme zur Luftqualität abgegeben worden sei. Darüber hinaus wollte sie wissen, welche Parameter gemessen wurden, welche Stellen die Analysen durchgeführt haben und ob der Gemeinderat Einsicht in die entsprechenden Berichte erhalten könne.

Bürgermeister Jean Marie Jans erklärte, dass die Luftqualitätsmessungen vom Ingenieurbüro Énergie et Environnement SA in Zusammenarbeit mit dem Labor Ambus Analytik GmbH im Rahmen der DGNB-Gold-Zertifizierung durchgeführt worden seien, welche strenge Anforderungen an die Raumluftqualität stelle. Die ersten Messungen fanden am 8. September 2025 in den Räumlichkeiten der neuen Schule statt. Dabei wurden keine Auffälligkeiten festgestellt; einzig für die Sporthalle ergaben sich Beanstandungen, weshalb diese vorerst nicht in Betrieb genommen wurde. Am 25. Juni 2026 wurde dort eine erneute Luftanalyse durchgeführt. Die Ergebnisse wurden für die 30. Kalenderwoche erwartet. Bis zu deren Vorliegen sollte die Sporthalle geschlossen bleiben. Abschließend bestätigte der Bürgermeister, dass sämtliche Analyseberichte den Gemeinderatsmitgliedern über die elektronische Plattform der Gemeinde zur Verfügung gestellt würden. Gleichzeitig wies er darauf hin, dass es sich um sehr technische Fachberichte handle.

